

**Parce que le gouvernement  
veut nous exclure de nos institutions...**



**MANIFESTATION  
NON aux lois sur la  
gouvernance!**

**JEUDI 1<sup>ER</sup> OCTOBRE, 12H30  
PARC ÉMILIE-GAMELIN  
(MÉTRO BERRI-UQAM)**

**[www.quigereleducation.org](http://www.quigereleducation.org)**

**Parce que le gouvernement  
veut nous exclure de nos institutions...**



**MANIFESTATION  
NON aux lois sur la  
gouvernance!**

**JEUDI 1<sup>ER</sup> OCTOBRE, 12H30  
PARC ÉMILIE-GAMELIN  
(MÉTRO BERRI-UQAM)**

**[www.quigereleducation.org](http://www.quigereleducation.org)**

# POURQUOI

S'  
O  
P  
P  
O  
S  
E  
R  
A  
U  
X  
P  
R  
O  
J  
E  
T  
S  
D  
E  
L  
O  
I  
3  
8  
E  
T  
4  
4

- Parce qu'ils diminuent le pouvoir des communautés collégiales et universitaires en attribuant plus de 60% des sièges des conseils d'administration (C.A.) à des gestionnaires provenant de l'extérieur de ces institutions.

- Parce que la reconnaissance du statut de membre «indépendant» de ces gestionnaires externes discrédite et insulte les communautés internes (professeur-e-s, étudiant-e-s et employé-e-s). Dans les projets de loi, seul-e-s les représentant-e-s du milieu des affaires sont réputé-e-s être à l'abri des conflits d'intérêts, les membres internes étant incapables de voir plus loin que leur nombril. Le monde à l'envers quoi...

- Parce que les cégeps et les universités ne doivent pas subordonner leurs fondements académiques et politiques aux principes «d'efficacité et d'efficacités» promus par ces projets de loi. Ces institutions ne sont pas des entreprises à profit, mais des établissements publics devant servir au développement et à la transmission des connaissances, à l'abri de l'ingérence des intérêts et de la logique du secteur privé. Ces projets de loi auront pour conséquence de réduire la mission académique des cégeps et universités pour l'orienter davantage vers les besoins du marché.

- Parce que le fiasco de l'UQAM l'a démontré : le meilleur rempart face aux directions des établissements collégiaux et universitaires consiste en les communautés internes, et non pas les représentant-e-s des marchés économiques qui se complaisent à appuyer les directions malhonnêtes!

S'opposer aux projets de loi 38 et 44, c'est s'opposer à une vision marchande et purement économique de nos établissements d'enseignement postsecondaire! C'est s'opposer au gouvernement, qui tente de réduire les problèmes de nos institutions postsecondaires aux seules questions de gestion, de « bonne gouvernance ». La privatisation rampante et le sous-financement chronique sont les véritables fléaux à combattre. L'ajout de gestionnaires issus du domaine privé sur les C.A. ne fera qu'aggraver la situation!

Notre message doit être clair quant aux projets de loi 38 et 44 : seul un réinvestissement massif en éducation et une gestion intégrale par les membres internes peuvent sortir du marasme nos institutions d'enseignement!

La privatisation a assez duré!

Non à la gouvernance managériale,  
oui à la démocratie!

**Mobilisons-nous en grand nombre!**

# POURQUOI

S'  
O  
P  
P  
O  
S  
E  
R  
A  
U  
X  
P  
R  
O  
J  
E  
T  
S  
D  
E  
L  
O  
I  
3  
8  
E  
T  
4  
4

- Parce qu'ils diminuent le pouvoir des communautés collégiales et universitaires en attribuant plus de 60% des sièges des conseils d'administration (C.A.) à des gestionnaires provenant de l'extérieur de ces institutions.

- Parce que la reconnaissance du statut de membre «indépendant» de ces gestionnaires externes discrédite et insulte les communautés internes (professeur-e-s, étudiant-e-s et employé-e-s). Dans les projets de loi, seul-e-s les représentant-e-s du milieu des affaires sont réputé-e-s être à l'abri des conflits d'intérêts, les membres internes étant incapables de voir plus loin que leur nombril. Le monde à l'envers quoi...

- Parce que les cégeps et les universités ne doivent pas subordonner leurs fondements académiques et politiques aux principes «d'efficacité et d'efficacités» promus par ces projets de loi. Ces institutions ne sont pas des entreprises à profit, mais des établissements publics devant servir au développement et à la transmission des connaissances, à l'abri de l'ingérence des intérêts et de la logique du secteur privé. Ces projets de loi auront pour conséquence de réduire la mission académique des cégeps et universités pour l'orienter davantage vers les besoins du marché.

- Parce que le fiasco de l'UQAM l'a démontré : le meilleur rempart face aux directions des établissements collégiaux et universitaires consiste en les communautés internes, et non pas les représentant-e-s des marchés économiques qui se complaisent à appuyer les directions malhonnêtes!

S'opposer aux projets de loi 38 et 44, c'est s'opposer à une vision marchande et purement économique de nos établissements d'enseignement postsecondaire! C'est s'opposer au gouvernement, qui tente de réduire les problèmes de nos institutions postsecondaires aux seules questions de gestion, de « bonne gouvernance ». La privatisation rampante et le sous-financement chronique sont les véritables fléaux à combattre. L'ajout de gestionnaires issus du domaine privé sur les C.A. ne fera qu'aggraver la situation!

Notre message doit être clair quant aux projets de loi 38 et 44 : seul un réinvestissement massif en éducation et une gestion intégrale par les membres internes peuvent sortir du marasme nos institutions d'enseignement!

La privatisation a assez duré!

Non à la gouvernance managériale,  
oui à la démocratie!

**Mobilisons-nous en grand nombre!**